



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement  
Unité Départementale de la Gironde**

### **Arrêté**

**Fixant des prescriptions complémentaires à une installation de développement et de fabrication de propergols pour la propulsion stratégique et spatiale exploitée par la société ARIANEGROUP SAS et située sur la commune de Saint-Médard-en-Jalles**

**Le Préfet de la Gironde  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14 et R.181-45 ;

**VU** le décret en date du 11 janvier 2023 nommant M.Etienne GUYOT préfet de la région Nouvelle Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud Ouest, préfet de la Gironde ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire délivré le 24 octobre 2014 à la société ARIANEGROUP SAS pour l'exploitation d'une installation de production de matériaux énergétiques sur le territoire de la commune de ST MEDARD EN JALLES, à l'adresse suivante : Av Gay Lussac ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 22 janvier 2021 à la société ARIANEGROUP SAS pour l'exploitation d'une installation de production de matériaux énergétiques sur le territoire de la commune de ST MEDARD EN JALLES, à l'adresse suivante : Av Gay Lussac ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire délivré le 08 août 2022 à la société ARIANEGROUP SAS portant sur l'amélioration de la connaissance de ses réseaux d'eaux, de ses rejets aqueux, et de l'amélioration de l'alerte en cas de pollution vers le gestionnaire d'eau potable ;

**VU** les propositions d'amélioration de la société ARIANEGROUP SAS concernant l'unité de pompage et de traitement de l'eau de la zone perchlorate proposées dans la lettre n°135/24/JSM2 du 18 septembre 2024 ;

**VU** le courrier de la société ARIANEGROUP SAS n°79/25/JSM2 du 18/07/2025 dans lequel l'exploitant propose l'expérimentation de la mise en place d'une astreinte de mesure du perchlorate d'ammonium le samedi ;

**VU** le rapport d'incident n°081/25/JSM2 du 20 juin 2025 de la société ARIANEGROUP SAS concernant les causes du rejet de perchlorate d'ammonium dans la Jalle le 19 mai 2025 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 10 octobre 2025 portant notamment sur l'analyse de l'incident sus-cité ainsi que sur les suites de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08 août 2022 ;

**VU** le projet d'arrêté porté par courriel du 15 décembre 2025 à la connaissance de l'exploitant ;

**VU** les observations sur ce projet d'arrêté formulées par l'exploitant par courriel du 06 janvier 2026 ;

**CONSIDÉRANT** que depuis la prise de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08 août 2022 sus-visé, l'exploitant a amélioré sa connaissance des réseaux d'eaux et qu'il a mis en œuvre des actions visant à diminuer ses rejets de perchlorate d'ammonium en Jalle ;

Cité administrative  
2 rue Jules Ferry – BP 90  
33 090 Bordeaux Cedex  
Tél : 05 47 30 51 51  
[www.gironde.gouv.fr](http://www.gironde.gouv.fr)

**CONSIDÉRANT** en conséquence qu'il convient de modifier les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08 août 2022 sus-visé ;

**CONSIDÉRANT** néanmoins que des pics ponctuels de perchlorate d'ammonium en Jalle sont toujours détectés régulièrement ;

**CONSIDÉRANT** que les derniers dépassements ont eu lieu le vendredi 30 août 2024, le dimanche 1<sup>er</sup> septembre 2024, le vendredi 6 décembre 2024, et le lundi 19 mai 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que l'organisation interne actuelle de l'exploitant ne permet d'alerter le gestionnaire d'eau potable que le lundi pour des dépassements ayant lieu le vendredi, le samedi ou le dimanche ;

**CONSIDÉRANT** que cette situation est susceptible de porter atteinte à l'environnement du site et d'empêcher certains usages de la nappe ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence qu'il est nécessaire que l'exploitant organise une astreinte de mesure de perchlorate d'ammonium les samedi et dimanche afin de prévenir au plus tôt le gestionnaire d'eau potable ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas sollicité sur ces prescriptions complémentaires, en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Gironde.

## **ARRÊTE**

La Société ARIANEGROUP SAS est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour ses installations sises avenue Gay Lussac, sur la commune de Saint Médard en Jalles.

### **Article 1 -**

L'arrêté préfectoral complémentaire du 08 août 2022 est abrogé.

### **Article 2 - Plan d'action sur l'amélioration des réseaux d'eau.**

La société ARIANEGROUP rédige un plan d'action global reprenant les travaux sur les points de rejets, les travaux de réfection internes de certains réseaux suite au diagnostic initial, les travaux des réseaux internes des bâtiments susceptibles de rejeter du PA dans les eaux ou/et ayant déjà entraîné des incidents de dépassement de PA.

Ce plan d'actions est transmis, **dans un délai d'un mois**, à l'inspection des installations classées assorti d'échéances rendues opposables à l'exploitant, et ne dépassant pas l'échéance du 31 décembre 2027.

**Sous deux mois**, il réalise le diagnostic du réseau du bâtiment CEP 5 et inclut les éventuelles mesures en découlant dans ce plan d'action.

Il transmet ce plan d'actions à l'inspection des installations classées mis à jour **tous les six mois**.

### **Article 3 - Surveillance des points de rejets d'eaux pluviales.**

La société ARIANEGROUP propose, **dans un délai de quatre mois**, la mise en place d'un programme de surveillance sur les points de rejets d'eaux pluviales non identifiés à l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2021.

Ce programme définit les paramètres à suivre et la fréquence de surveillance et est opposable à l'exploitant.

#### **Article 4 - Amélioration de l'unité de pompage et traitement (UPT)des eaux pluviales du secteur Perchlorate.**

La société ARIANEGROUP met en œuvre **sous six mois** l'installation d'un dispositif permettant l'augmentation de la capacité de traitement de l'unité d'un facteur 3.

Il réalise par ailleurs **sous six mois** :

- une étude sur la possibilité d'installer un dispositif permettant de détecter le nombre de déversements (=by-pass) et le volume des eaux déversées (=by-passées)
- une étude sur la possibilité de mettre en œuvre un dispositif permettant une mesure de la concentration des eaux ayant été déversées (=by-passées) afin de s'assurer du bon calage de la lame déversante (c'est à dire que les eaux les plus polluées en PA sont bien parties dans l'unité de traitement et non dans la Jalle) et/ou du bon dimensionnement du volume de stockage (qui est actuellement de  $2 \times 100 \text{ m}^3$ ).

#### **Article 5 - Rétention des eaux susceptibles d'être polluées.**

La société ARIANEGROUP fournit une étude technico-économique , **dans un délai de quatre mois**, sur le renforcement des mesures permettant de contenir une pollution au perchlorate d'ammonium :

- en définissant les rétentions à mettre en place en zone perchlorate, notamment autour du bâtiment CPCC, et du CS 12
- en présentant le planning des travaux afférent

#### **Article 6 - Organisation de la surveillance de fin de semaine.**

**Dans un délai de trois mois**, l'exploitant met en œuvre une organisation pour être en capacité d'analyser l'ion perchlorate au niveau de Jalle Pont-rouge le samedi.

**Dans un délai de six mois**, l'exploitant complète son organisation pour être en capacité d'analyser l'ion perchlorate au niveau de Jalle Pont-rouge le dimanche.

Cette organisation est activée lorsque les deux critères suivants sont réunis cumulativement :

- les relevés de pluie sont supérieurs à 9 mm par somme glissante sur une période continue de 8 h, sur le site de l'exploitant.
- le niveau de débit de la Jalle est inférieur à  $1,1 \text{ m}^3/\text{s}$ .

L'exploitant est en mesure de justifier à tout moment les critères ci-dessus à l'inspection des installations classées.

#### **Article 7 - Frais.**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **Article 8 - Délais et voies de recours.**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article **R.181-50 du Code de l'environnement**, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux :

- par le pétitionnaire ou exploitant dans un délai de **deux mois** à compter de la date de notification du présent arrêté;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même Code dans un délai de **deux mois** à compter de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique << Télérecours citoyens >> accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51 du code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation pour l'auteur du recours de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Cette notification est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception.

#### **Article 9 - Publicité.**

En vue de l'information des tiers :

1° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

2° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat ([www.gironde.gouv.fr](http://www.gironde.gouv.fr)), pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **Article 10 - Exécution.**

Le présent arrêté sera notifié à la société ARIANEGROUP SAS.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Monsieur le Maire de la commune de Saint-Médard-en-Jalles,

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux le 15 JAN. 2023

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation  
le Secrétaire Général

François DRAPÉ